

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1858 — 1859.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

### FEUILLETON N° 3.

#### I. — PROMPTS RAPPORTS

*pour la séance du vendredi 28 janvier 1859.*

M. VANDER DONCKT, *rapporteur.*

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton | Numéros<br>du registre des<br>pétitions |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1.                          | 12532.                                  | Par pétition datée de Bruxelles, le 7 novembre 1858,<br>Plusieurs médecins vétérinaires diplômés demandent<br>l'abrogation des articles 22 et 23 de la loi du 11 juin<br>1850, sur l'exercice de la médecine vétérinaire, et la fa-<br>culté, pour eux comme pour les médecins vétérinaires<br>du Gouvernement, d'intervenir dans la police sanitaire<br>des animaux domestiques. — Concl. — Renvoi à M. le<br>Ministre de l'Intérieur. |
| 2.                          | 12533.                                  | Par pétition datée de Breedene, le 17 janvier 1859,<br>Les administrateurs du <i>Vrye-Polder</i> demandent une<br>loi qui règle ce qui est relatif à la transmission des biens<br>immeubles des polders. — Concl. — Renvoi à M. le Mi-<br>nistre de l'Intérieur.                                                                                                                                                                        |
| 3.                          | 12539.                                  | Par pétition datée de Bruxelles, le 18 janvier 1859,<br>Le sieur Van Alstein présente des observations contre<br>les ouvrages militaires que l'on se propose de construire<br>sur les rives de l'Escaut. — Concl. — Renvoi à M. le Mi-<br>nistre de la Guerre.                                                                                                                                                                          |

4. 12531. Par pétition datée d'Anvers, le 30 décembre 1858,  
Plusieurs négociants, armateurs et courtiers, à Anvers,  
prient la Chambre de provoquer des mesures propres à  
arrêter le déclin du mouvement commercial de leur port,  
et indiquent, comme pouvant amener ce résultat, les  
mesures réclamées par la chambre de commerce d'An-  
vers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires  
Étrangères.

#### II. — RAPPORTS ORDINAIRES.

—

M. WALA, 1<sup>er</sup> rapporteur.

5. 12483. Par pétition datée de Ninove, le 17 décembre 1858.  
Les époux De Wit se plaignent de l'expropriation  
d'une maison, sise à Ninove, qui était leur propriété. —  
Concl. — Ordre du jour.
6. 12490. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 décembre 1858,  
Le sieur De Munter se plaint de ce que, dans une suc-  
cession collatérale, on n'a pas admis la représentation. —  
Concl. — Ordre du jour.
7. 12492. Par pétition datée de Nismes, le 16 décembre 1858,  
Le sieur Lambert, préposé des douanes, combattant de  
la révolution, demande à jouir de la pension qui est accor-  
dée à quelques décorés de la Croix de fer. — Concl. —  
Dépôt au bureau des renseignements.
8. 12504. Par pétition datée de Termonde, le 20 décembre 1858,  
Plusieurs commissaires de police de l'arrondissement  
judiciaire de Termonde demandent une augmentation  
de traitement, pour les fonctions d'officier du ministère  
public qu'ils remplissent près le tribunal de simple police.  
— Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
9. 12511. Par pétition datée de Woumen, le 17 décembre 1858,  
L'administration communale de Woumen demande  
que les frais d'entretien d'un individu de cette commune,  
qui a été placé dans l'établissement des aliénés à Bruges,  
après avoir été gracié d'une condamnation aux travaux  
forcés, soient supportés par l'État. — Concl. — Renvoi  
à M. le Ministre de la Justice.

10. 12513. Par pétition datée de Bruxelles, le 27 décembre 1858,  
Le sieur Birkenthal demande à n'être conduit qu'en  
Angleterre, s'il venait à être expulsé de la Belgique. —  
Concl. — Ordre du jour.
11. 12526. Par pétition datée de Chiny, le 8 janvier 1859.  
Le sieur Blaise, ancien instituteur à l'école moyenne de  
Visé, demande un secours. — Concl. — Ordre du jour.
12. 12498. Par pétition sans date,  
12502. Des cultivateurs à La Hulpe demandent une indemnité  
pour les ravages faits dans leurs récoltes par le gibier qui  
se conserve dans la forêt de Soignes.  
Même demande de cultivateurs à Rhode-Sté-Genèse et  
à la grande Espinette. — Concl. — Dépôt au bureau des  
renseignements.

M. VANDER DONCKT, 2<sup>me</sup> rapporteur.

13. 12411. Par pétition datée de Lille, le 24 décembre 1858,  
La dame Lehouque réclame la pension dont elle jouis-  
sait à titre de veuve du sieur Havard, ancien receveur  
des contributions. — Concl. — Ordre du jour.
14. 12534. Par pétition sans date,  
Les élèves de la faculté de médecine de l'université de  
Liège demandent le maintien de la session de Pâques  
pour les examens du 2<sup>me</sup> et du 3<sup>me</sup> doctorat. — Concl.  
— Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 12388. Par pétition datée d'Assesse, le 17 novembre 1858,  
Le sieur Legrain, médecin-vétérinaire à Assesse, de-  
mande qu'il soit introduit des réformes dans l'école de  
médecine vétérinaire de l'État. — Concl. — Dépôt au  
bureau des renseignements.
16. 12522. Par pétition datée de La Villette, le 12 janvier 1859,  
12535. Le sieur Evette, négociant en charbon à La Villette,  
12540. prie la Chambre de ne pas laisser accéder à la demande  
12546. de quelques sociétés charbonnières du couchant de Mons,  
12552. de créer des courtiers officiels qui, seuls, auraient le  
droit d'affréter les bateaux transportant la houille.  
Par 34 pétitions, autant de négociants en charbon  
font la même demande. — Concl. — Renvoi à M. le  
Ministre des Affaires Étrangères.

M. H. DUMORTIER, 3<sup>me</sup> rapporteur.

17. 12508. Par pétition datée d'Anvers, le 22 décembre 1858,  
Le sieur Van Herle demande qu'il soit interdit aux inspecteurs primaires d'émettre, dans les écoles, leur opinion sur les matières à enseigner. — Concl. — Ordre du jour.
18. 12530. Par pétition datée d'Anvers, le 18 novembre 1858,  
Le sieur Van Herle demande qu'il soit interdit aux inspecteur de l'enseignement primaire d'être administrateurs ou associés d'une institution dans une commune où se trouve un établissement rival qui est soumis à leur inspection. — Concl. — Ordre du jour.
19. 12521. Par pétition datée de Sautin, le 25 décembre 1858,  
Des habitants de Sautin demandent que ce hameau soit détaché de la commune de Sivry, pour former une commune spéciale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
20. 12518. Par pétition datée d'Anvers, le 1<sup>er</sup> janvier 1859,  
Des habitants d'Anvers proposent des mesures en faveur de la langue flamande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
21. 12496. Par pétition datée de Couckelaere, le 23 novembre 1858,  
Le sieur Lansens demande que M. le Ministre de l'Intérieur soit invité à se prononcer sur ses intentions relatives aux réclamations en faveur de la langue flamande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
22. 12509. Par pétition datée d'Anvers, le 19 décembre 1858,  
Le sieur Van Herle prie la Chambre de fixer, pour chaque commune, le traitement de l'instituteur primaire. — Concl. — Ordre du jour.
23. 12506. Par pétition datée d'Anvers, le 20 décembre 1858,  
Le sieur Van Herle demande que la veuve d'un instituteur primaire puisse conserver la moitié de sa pension, si elle se remarie, et qu'à l'âge de 60 ans, l'instituteur ait droit à la pension. — Concl. — Ordre du jour.